



L'INFOSemaine

Du 6 au 12 décembre 2021

Édito :

UNE EXIGENCE, UNE NÉCESSITÉ !

CONTINUER À SE BATTRE POUR L'HÔPITAL PUBLIC, POUR L'ACCÈS AUX SOINS

Dans les hôpitaux publics les « plans blancs » pleuvent ! Pour les malades ça signifie déprogrammation des consultations, hospitalisations, des interventions, des examens et explorations fonctionnelles « non urgentes ». Pour les soignant.es ça signifie rappel sur les temps de repos, sur les congés, changement à l'improviste du planning de travail, changements multiples de poste de travail (passer d'un service à un autre) . Le ministre vient de déclarer : il n'y aura pas de renfort de personnel entre régions : la crise est partout !

Voilà le résultat des toutes ces années passées et présentes à exiger du personnel de soigner le budget des hôpitaux publics et non les patient.es, à exiger un « hôpital de flux » et casser un « hôpital de stock » (100 000 lits fermés) Le personnel doit travailler plus intensément et les malades doivent rester moins longtemps et si possible pas du tout . L'ambulatoire ! l'ambulatoire ! l'ambulatoire ! Nos « modernes » ne jurent que par cela. Mais le virus, il ne connaît pas l'ambulatoire.

Et il court, il court le virus ! D'autant plus que les brevets sur les vaccins ne sont toujours pas levés ce qui ne permet pas de les mettre à disposition de la population de toute la planète. C'est une exigence tant de justice sociale que sanitaire.

Quelques milliers d'entre nous se sont levés les 4 décembre dans le monde de la santé et, beaucoup plus, le 7 dans le secteur sanitaire et social. Des citoyen.nes, majoritairement à l'appel de nos comités, ont rejoint les soignant.es dans les initiatives, rassemblements et manifestations . Mais nous sommes loin du raz-de-marée ! Il nous faut continuer comme à Luçon depuis 30 semaines le vendredi à 18heures devant l'hôpital, à Marmande à 17h00, à Draguignan, à Guingamp, à Remiremont , Toul, Lure, Oloron, Bar le Duc ... à argumenter, rassembler, entraîner à l'action nos concitoyen.nes pour construire un accès égalitaire à la santé, aux soins de premier recours , à reconstruire l'hôpital public qui , malmené depuis des lustres,est à genoux.

jean-luc landas.

Avertissement : pour des causes techniques qui affectent temporairement notre site en ligne, nous n'avons pas pu, comme à l'accoutumée, joindre photos et textes en PDF. Nous vous prions de nous en excuser.

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 1 à 15**
- **Autres infos locales : pages 16 et 17**

Dossiers : pages 17 et 18

- **La journée d'action du 7 décembre du secteur sanitaire et social**
- **la coopération entre la FNCS et les ARS**
- **Une nuit aux urgences pédiatriques**
- **COVID : Levez les brevets sur les vaccins !
page**
- **Culture et santé : page 19**

L'écho des comités :

à l'action lors de la journée nationale du 4 décembre

DANS LA MANIFESTATION À PARIS

Avec les milliers de manifestant.es, les délégations et représentant.es des comités de Mayenne, Remiremont, Dole, Tours, Montargis, Granville, Vire, Nord Ardennes, Nantes

[le reportage](#)

[l'intervention de Michèle Leflon](#)

Présidente de la Coordination Nationale

[l'intervention de Jean Pierrel](#)

Président du comité de Remiremont (ADEMAT)

la participation de NSED 37 (Tours)

[lien](#)

DANS LES RÉGIONS

AMBERT

Rassemblement devant l'hôpital et manifestation à travers la ville de 600 à 700 personnes devant l'hôpital suivi d' une manifestation à travers la ville à l'appel du collectif Agissons pour l'Hôpital d'Ambert (DEHBA, CDDSP, des citoyens) et de l'UL CGT, la CGT santé et FO santé de l'hôpital d'Ambert

Nous avons été reçu par un jeune sous préfet, à l'écoute, avec lequel nous avons beaucoup discuté, pendant une bonne heure. Il nous a assuré faire remonter nos craintes, concernant notre service des urgences, conscient que, sans ce service, la vie tant économique que sociale deviendrait dangereuse, vers les services de l'ARS.

Après la réunion, quelques dizaine de personnes nous attendaient et nous assuraient de leur soutien total.

La lutte continuera jusqu'à ce que nous soyons certains de la pérennité de notre service des urgences (ligne urgence et ligne SMUR) 24/24, 7/7 .

C'est vrai qu'à AMBERT la mobilisation se fait surtout pour nos urgences.... Nous sommes tout de même à 1 heure minimum du plus proche service (Thiers) et plus d'1 heure du CHU ! quand il fait beau temps, en ce moment il neige et les gens sont inquiet , à juste titre.

GUINGAMP

150 personnes au rassemblement régional

[l'article de Ouest France](#)

[les interventions](#)

LURE

200 manifestants selon France3

[l'article de FR3](#)

[article de l' Est Republicain.](#)

Une pétition et 3 200 signatures

Les manifestants espèrent que cette mobilisation permettra d'infléchir la décision de l'ARS et de la direction de l'hôpital. Ce n'est pas la seule action entreprise : il y a deux semaines, [une pétition pour permettre au Docteur François Ziegler de travailler avait même été lancée](#). Elle a recueilli depuis plus de 3 200 signatures.

RUFFEC

12 voitures dans la caravane

Excellent accueil par les élus, très impliqués dans la diffusion et la signature des pétitions. Sur le champ de foire de Ruffec 70 personnes présentes.

Un « H » *humain a été réalisé : les participants se sont mis à genoux pour illustrer que l'hôpital (à Ruffec et partout en France) est à genoux mais pas mort. Par contre il a besoin d'un traitement de réanimation en urgence pour permettre un accès aux soins pour toutes et tous partout.*

Motion du 4 décembre

à Monsieur le Président de la République,
à Monsieur le Premier Ministre,
à Monsieur le Ministre des Solidarités et de la Santé,

Partout en France, des lits ferment « temporairement » faute de soignants pour assurer les services. Ces fermetures « temporaires » s'ajoutent aux fermetures définitives liées aux restructurations toujours d'actualité malgré la pandémie.

Partout en France, des personnels craquent et fuient l'hôpital.

Partout en France les moyens alloués aux ehpad et au médico-social frisent l'indigence.

Partout en France, les déserts médicaux progressent, en ville comme à l'hôpital.

Partout en France, l'accès aux soins est devenu un parcours du combattant pour les populations.

La situation est intenable pour la population qui ne trouve plus de réponse adéquate à ses besoins sanitaires et insupportable pour les équipes soignantes.

A l'hôpital de Ruffec en Charente :

→ Ce sont 15 lits de SSR sur 35 fermés depuis 8 mois faute d'un médecin pour les prendre en charge et 14 lits de Médecine sur 29 ouverts ou fermés alternativement selon les recrutements aléatoires de médecins intérimaires.

→ Les Urgences / Smur font face au prix de temps de travail hors norme pour les professionnels et d'une surcharge du service faute de lits disponibles en aval pour accueillir tous les malades.

Confrontée non seulement à l'obligation de transférer loin mais aussi, dans la plupart des cas, à l'impossibilité de transférer tout court, l'équipe des Urgences se retrouve

dans l'obligation de renvoyer le malade au domicile. Cette situation met la médecine de ville, les malades et leurs familles dans des situations ingérables.

**La population, les malades en ont assez que des décideurs hors sol
mettent leur santé et leur vie en danger.**

Des solutions existent pour recruter, pérenniser les emplois
et assurer une bonne couverture sanitaire de la population.

**Les citoyens et citoyennes
du territoire Nord Charente – Sud Vienne – Sud Deux Sèvres
exigent de l'Etat, de l'ARS et de la Direction de l'hôpital :**

- Le recrutement des professionnels nécessaires pour ré-ouvrir les lits fermés.
- L'arrêt de toute fermeture ultérieure pour pérenniser les professionnels recrutés et maintenir l'offre de soins de proximité.
- L'allègement du mille-feuille bureaucratique qui mange une grande partie du temps de travail des soignants à l'hôpital comme en ville.
- La reconnaissance des qualifications à leur juste valeur pour redevenir attractif.
- La mise en place d'une véritable démocratie sanitaire pour redonner toute leur place aux usagers, aux élus de terrain et aux professionnels dans les décisions.
- L'ouverture massive de places de formations pour tous les métiers du soin.
- L'évolution du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2022 vers une nette augmentation de l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie pour faire face aux besoins.

*Association « Soutiens en Urgence à la vie de l'hôpital du bassin de vie de Ruffec »
représentant la population du Nord-Charente, Sud-Vienne, Sud-Deux Sèvres*

MONTCEAU LES MINES

Manifestation des soignants le 4 décembre :

Montceau un cas à part ?



Les personnels de notre Hôpital n'étaient pas trop visibles ce 4 décembre à la manifestation organisée par le Codef.

Pourtant, nous a affirmé l'un d'entre eux, l'info de ce rassemblement avait été diffusée sur toutes les boîtes mails professionnelles existantes de l'Hôpital, une diffusion papier par service et un relais dans les 3 presses locales.

Pourtant partout les hospitaliers expriment leur mal-être, dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail et l'insécurité qui en résulte dans la prise en charge des patients, que des manifestations et des rassemblements sont organisés sur toute la France pour défendre les hôpitaux publics en grand danger.

Pourtant 1000 chef.fe.s de services et d'unités fonctionnelles ont démissionné de leurs responsabilités administratives dans les hôpitaux publics et ce dans toute la France.

Pourtant la dégradation des conditions de travail des professionnels est telle qu'elle remet en cause la qualité des soins et menace la sécurité des patients.

Pourtant des praticiens renommés avaient appelé à réagir TOUS ENSEMBLE, à mener une vraie lutte pour obtenir que l'Hôpital public survive. Le collectif dans son ensemble doit s'engager lançait le neurologue F. Salachas, médecins, paramédicaux et usagers. On l'oublie trop souvent, ajoutait-il, mais on ne gagnera pas cette bataille sans l'aide et l'implication majeure des usagers. Si on ne met pas tout en œuvre dès maintenant, l'Hôpital public va s'écrouler et disparaître.

Comment expliquer cette absence alors qu'au plan national les blouses blanches étaient oh combien visibles ! Comment expliquer l'inexplicable ? Nous ne pouvons pas imaginer que l'ensemble du personnel soit indifférent à la catastrophe qui se prépare si "le collectif" n'est pas constitué.

Le 4 décembre n'est qu'une étape de cette « vraie lutte » dont nous avons parlé plus haut. Le Codef appelle tous les personnels de notre Hôpital à réagir et à se joindre massivement aux manifestations futures pour la survie de notre Hôpital.

TOUS ENSEMBLE MENONS UN VRAIE LUTTE

La manifestation qui s'est déroulée ce mardi à Montceau rassemblant plus de 300 personnes du secteur de l'Action sociale et du Médico-social a démontré que l'on pouvait exprimer « sa colère » en étant rassemblé dans la rue.

Il a été entendu en fin de parcours : « le mardi 11 Janvier on remet ça ! »

Le Codef y sera et appellera la population à se joindre au mouvement !

Les reportages : [le journal de Saône et Loire](#) [Montceau-News](#)

SAINT CLAUDE

Accueillies sous la Grenette pendant toute la matinée ,300 personnes signent la carte postale au Président de la République (il en a manqué !) et 400 la pétition adressée aux parlementaires les enjoignant de ne pas adopter la loi de financement de la Sécurité Sociale en l' état.

BORDEAUX

LaSantéUnDroitPourTous milite depuis sa création en 2004 pour la défense des services publics de santé et l'accès à la prévention et aux soins pour tous, partout.

Rassemblement de 250 personnes étaient présentes (= faible participation même s'il pleuvait). A nos yeux, le mouvement local n'est pas à la hauteur des enjeux. Les contradictions inter-syndicales, entre soignant-e-s et syndicats,

entre associations et syndicats ne permettent pas de constituer (pour l'instant ?) ce grand mouvement fédérateur qui serait plus capable de résister au "buldozer libéral."

Par ailleurs, il semble nécessaire à nos yeux de dépasser la question de l'Hôpital pour plus globalement exiger un "sursaut solidaire" pour sauver et améliorer notre système de santé solidaire.

Tout en soutenant les motifs de la mobilisation de ce 4 déc. notre asso. a décliné la première opération D-STOP de son DECEMBRE ROUGE... et a commencé la diffusion de son PaSS qui va se poursuivre en déc. en Gironde...!

Bernard COADOU

LUÇON

plus de cent personnes et élu.es au 30 ème rassemblement hebdomadaire devant l'hôpital

140 cartes postales signées et envoyées au Président de la République

NANTES

Plusieurs centaines de cartes postales à Macron signées devant le CHU

CHATEAUDUN

un petit rassemblement devant l'hôpital

La coordination Nationale de défense des hôpitaux et maternité de proximité a appelé aujourd'hui les Comités à participer à une manifestation nationale à Paris avec un rassemblement à 13h00 place Vauban avec un parcours vers le ministère de la Santé en passant par l'hôpital Necker, et à des actions locales. Dix sept Comités ont organisés une action locale.

Voici plus d'une année que le Comité a alerté le Ministre de la Santé sur l'état de dégradation du centre hospitalier de Châteaudun. Nos doléances ont été entendues, le Député Monsieur Philippe VIGIER nous a transmis cette semaine le courrier du 1^{er} Ministre, Jean CASTEX une enveloppe budgétaire de 10,31 millions d'euros dans le cadre du Ségur de la Santé serait accordée pour le centre hospitalier de Châteaudun, 5,8 millions pour le désendettement et 4,5 millions pour la modernisation du plateau technique de l'hôpital. Les travaux concernent l'agrandissement et la rénovation des urgences, la rénovation du bloc opératoire, ces travaux seront réalisés avant la fin d'année 2023.

Mme CONSTANTIN nous a confirmé la réalisation de la couverture du Centre hospitalier au premier semestre 2022.

Nos attentes sont plus grandes en matière d'accès aux soins. Selon les analyses de la Fédération Hospitalière de France, une augmentation de 2% du budget de la Sécurité Sociale serait nécessaire pour maintenir l'existant dans nos hôpitaux, le premier Ministre annonce 0.7% d'augmentation.

Après la fermeture de 5700 lits en 2020, le gouvernement reste impassible à la catastrophe sanitaire, malgré la reprise des contaminations du COVID.

La situation actuelle des hôpitaux accroît les souffrances des malades, des personnes en situation de handicap, et provoque une surmortalité.

Désespérés, les personnels hospitaliers qui n'en peuvent plus quittent l'hôpital public. Les médecins vont chercher de meilleures conditions de travail et de salaires dans le secteur privé, avec des conséquences dramatiques pour la population : **dépassement d'honoraires, frais administratifs, mais aussi recul de la proximité.**

La Coordination Nationale des Comités de Défense des hôpitaux et des Maternités de proximité demande un plan d'urgence pour l'hôpital public, la psychiatrie, les EHPAD avec des moyens financiers suffisants et **une modification du projet de loi de financement de la sécurité sociale 2022, c'est de la responsabilité de nos parlementaires.** La désertification sanitaire s'accélère dans notre bassin de vie, avec le non remplacement des médecins Généralistes et spécialistes, Angiologue, dermatologue, chirurgien dentiste, Kinésithérapeute. Sur notre territoire, plusieurs milliers de personnes n'ont plus de médecins généralistes référents.

Il y a urgence à augmenter le nombre de professionnels formés en donnant aux universités les moyens et à revaloriser l'exercice de la médecine générale.

La Coordination Nationale exige le renforcement du service public hospitalier et médico-social et d'enseignement. La création d'un véritable service public de soins de premier recours, autour des centres de santé, garantissant un accès aux soins pour toutes et tous dans la proximité. Les conditions doivent être réunies pour permettre une égale répartition des professionnels sur l'ensemble du territoire national par une obligation à servir les premières années. Les nouveaux étudiants en médecine seront formés dans une dizaine d'année et ils ne souhaitent pas comme leurs prédécesseurs exercés 70 heures par semaine mais 35 heures. Le départ d'un médecin aujourd'hui nécessite deux médecins en remplacement. Dans l'attente de médecin formé en suffisance, il y a urgence à trouver des alternatives à cette désertification. Plusieurs départements et régions ont décidé de proposer des postes de médecins salariés dans des territoires abandonnés par les médecins libéraux, avec une ouverture d'antenne de consultation dans les cantons par des médecins itinérants.

Dans notre bassin de vie, la réouverture des services maternité, cardiologie, chirurgie et l'ouverture d'un service de soins et de réadaptation à l'hôpital de Châteaudun est une nécessité. La construction d'un nouvel EHPAD public pour les personnes en perte d'autonomie, avec un service d'unité Alzheimer et du personnel en suffisance pour assurer la bonne prise en charge et une fin de vie dans le respect et la dignité.

L'accès aux soins est un droit, l'état doit protéger la population, et s'assurer de l'égalité de traitement sur l'ensemble des territoires de métropole et d'outre-mer.

les autres actualités des comités

La maternité de Sarlat ne pratique plus d'accouchement depuis le 3 décembre !

Or, la naissance est un moment **important pour le bébé et pour ses parents**.

Les futures mamans ont besoin de retrouver les structures et les équipes en qui elles ont placé toute leur confiance.

Nous demandons :

- l'embauche de toute urgence de personnels soignants pour notre maternité (seule maternité de toute la Nouvelle Aquitaine labellisée "maternité saine").

- **la reprise de accouchements au plus tôt à l'hôpital de Sarlat**

[l'article de France Bleu](#)

**Le Comité de défense de l'hôpital public et de la maternité de Sarlat
mène une fois de plus la bataille**

Le Comité de défense de l'hôpital public et de la maternité de Sarlat s'adresse solennellement à votre Conseil Municipal.

Il serait souhaitable qu'après discussion vous votiez une motion pour défendre notre maternité de proximité, maternité plébiscitée par les futurs parents, devenue 1^{ère} maternité de Nouvelle Aquitaine labellisée « Maternité saine ».

Depuis le 3 décembre 2021, les futures mamans suivies depuis des mois par une équipe de soignants : gynécologue obstétricien, sage-femmes, ostéopathe, pédiatre...ont dû choisir en urgence une autre maternité dont elles ne connaissent pas les soignants. C'est un facteur déstabilisant alors que la naissance est un moment fabuleux si elle s'insère dans un environnement familial, humain et sécurisant...

Le 1^{er} mai 2017, ensemble, soignants, parents, élus, nous avons obtenu le maintien de ce service à l'hôpital public, à proximité de notre lieu de vie.

Ainsi, que le préconise le Ministère de la Santé dans son 4^{ème} engagement* du 19 juillet 2017, c'est bien en 30 minutes que les futures mamans pouvaient accéder à ce service.

Aujourd'hui, c'est 1h30 de trajet pour se rendre dans une maternité avec brouillard, verglas...en ce moment.

Nous voulons absolument montrer notre attachement à ce service.

Le Comité a lancé une pétition papier et sur facebook <https://chng.it/6z9JG2Rb2J>

*les 10 engagements du Ministère non tenus à Sarlat et ailleurs :

[le lien vers les textes gouvernementaux](#)

REMIREMONT

LETTRE DU DR KATY DIDIER-PETIT CHEF DE SERVICE SERVICE DE CARDIOLOGIE D EPINAL ET DE REMIREMONT

Nous sommes confrontés à une menace terrible et injuste pour la cardiologie vosgienne.

Alors même que notre organisation s'améliore et que nous tenons à bout de bras le territoire entier, alors même que nous avons des projets communs qui permettraient d'améliorer drastiquement la qualité des soins sur notre territoire, la préfecture détruit nos services, en menaçant d'expulsion M le Dr Ahinaga et même m le Dr Bah.

M le Dr Ahinaga n'a pas obtenu le renouvellement de son titre de séjour sur un point de détail administratif : de notre côté hospitalier, tout est en ordre, M le Dr Ahinaga peut rester deux ans en tant que stagiaire associé le temps de passer et réussir son examen validant son autorisation d'exercice en France. Mais du point de vue préfectorale, il aurait du demander ce statut en étant dans son pays. Difficile en ces temps de Covid. Difficile alors même que les hôpitaux, comme le prouvent les manifestations à Paris de ce WE, sont au bord de l'implosion.

Pourtant :

- Nous avons aidé la préfecture puisque la mission de vaccination anti covid lui a été confiée, mais que c'est l'hôpital qui a permis de la mettre en route, avec nos locaux, notre personnel, nos médecins, je rappelle que c'est nous qui avons vaccinés sur notre temps libre initialement.
- Nous parlons de médecins irréprochables, compétents, que nous avons formé, dévoués, travailleurs, toujours en recherche d'amélioration et de formation,
- Le rapprochement familial a même été autorisé pour le Dr Bah, ce qui prouve sa crédibilité même au sein de la Préfecture.

Nous sommes dans l'incompréhension totale de cette mesure qui fait vaciller l'ensemble de la cardiologie puisque nous ne trouvons plus non plus de remplaçants depuis les nouvelles mesures gouvernementales.

Le service de Cardiologie de Remiremont est menacé à court terme, et avec lui, les avis interservices (quid des bilans pré chimiothérapie ? pré opératoire? des patients chroniques diabétiques par exemple ?) et la réadaptation cardiaque.

La permanence des Soins vosgienne est en péril : quels soins allons nous pouvoir donner à nos patients ?

Que pouvons nous faire ?

Nous faisons appel à vous tous pour nous aider !

A faire prendre conscience à M le Préfet du danger de cette mesure pour la santé cardiovasculaire de la population vosgienne.

Merci de votre écoute, de votre soutien, et de chercher avec moi des solutions !
Amicalement.

LETTRE DE L'ADEMAT-H

À monsieur Yves Ségué - Préfet des Vosges
À madame Virginie CAYRE DG –ARS

Le service de cardiologie des hôpitaux d'Epinal et de Remiremont est menacé dans son fonctionnement par le manque de moyens humains et n'échappe pas au problème de démographie médicale malheureusement bien connu désormais. La crise sanitaire amène l'ARS à faire appel à des renforts de personnels dans cette période de fin d'année.

C'est dans ce contexte que l'Ademat-h a été alertée par la menace qui pèse sur la situation de plusieurs médecins d'origine étrangère sans lesquels les services hospitaliers ne peuvent pas fonctionner correctement et tout particulièrement les services de cardiologie des hôpitaux vosgiens.

Suite à la publication d'un article ce matin dans « Vosges Matin » faisant état de décisions administratives à contrecourant des besoins, l'Ademat-h apprend ce soir avec satisfaction que les services de la Préfecture auraient communiqué sur leur intention de rechercher une solution plus humaine et bienveillante pour permettre à ces médecins étrangers de poursuivre leur activité indispensable aujourd'hui au bon fonctionnement des hôpitaux concernés et particulièrement celui de Remiremont.

L'Ademat-h en prend acte, souhaite que ces décisions interviennent rapidement eu égard à l'urgence et reste vigilante et attentive quant à la réalité et aux modalités d'exécution des décisions à venir.

La santé des Vosgiens est une priorité qui doit peser plus que les contraintes administratives. Les délais de formation des médecins et le nombre très insuffisant de médecins formés depuis des décennies posent un grave problème de santé publique et d'accès aux droits, tout en accentuant les inégalités sociales et territoriales. Cela pèse lourd dans notre département **qui affiche une surmortalité d'origine cardio vasculaire et où ces affections sont la première cause de mortalité.**

Nous espérons vivement qu'une solution satisfaisante soit trouvée et nous comptons sur votre diligence pour trouver une issue favorable sans laquelle, non seulement le service de cardiologie de Remiremont serait menacé, mais également les autres services qui ont besoin d'un avis cardiologique avant chaque acte opératoire, chaque bilan pré chimiothérapique, chaque traitement pour maladie chronique comme le diabète, etc...

L'Ademat-h ne peut accepter que l'on ajoute encore des risques de perte de chances liées aux difficultés d'accès aux soins dans notre territoire. Les cardiologues en formation, stagiaires ou praticiens hospitaliers, étrangers ou non, sont indispensables pour le bon fonctionnement de la permanence des soins dans les Vosges.

Nous ne doutons pas de votre capacité à agir pour prendre ou faire prendre les bonnes décisions dans l'intérêt de tous les vosgiens, de tous les malades et des personnels de santé.

L'Ademat-h sait se mobiliser chaque fois que nécessaire avec le soutien de la population et des élus. Elle espère pouvoir saluer dans les tous prochains jours, les moyens trouvés par une administration préfectorale bienveillante et au service de la population de ce département, pour permettre aux médecins d'origine étrangère en

fonction ou à réintégrer de poursuivre leur mission dans la sérénité au sein de la communauté hospitalière locale.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, monsieur le Préfet, madame, la Directrice de l'ARS Grand-Est à l'assurance de nos respectueuses salutations.

Pour le conseil d'administration réuni en urgence ce soir 7 décembre 2021,

Le Président

Jean Pierrel



MARMANDE-TONNEINS

Collectif Marmande-Tonneins Hôpital Urgences
collectifurgencesmd@gmail.com

Assemblée Générale constitutive de l'association

« Un Hôpital public et des Urgences pour tous »

Mardi 14 décembre à 18 heures

Salle Léo Sourisse

Square de Verdun Marmande 47200

Cette Assemblée aura pour objectifs :

- De Fonder l'association et d'élire son Conseil d'administration.**
- De Réfléchir ensemble aux actions à mener afin de maintenir un digne accès aux soins pour tous au sein de notre territoire victime de la désertification médicale**

Le Collectif « Hôpital Urgences » a été fondé en août 2019 pour soutenir le mouvement national du personnel soignant des urgences et en particulier celui de l'hôpital de Marmande. Suite à la dégradation des conditions de travail du personnel urgentiste et à la démission du docteur Laurent Maillard le 29 septembre dernier le collectif a amplifié ses actions et sa mobilisation.

Une campagne autour d'une pétition papier a été mise en place, elle réunit à ce jour près de 15 000 signataires. D'autre part, près d'une trentaine de municipalités ont voté une délibération initiée par le collectif. A tout cela il faut ajouter les 30 000 signataires de la pétition en ligne ainsi que la mobilisation des élus locaux cet été durant la fermeture partielle des urgences de Marmande ainsi que la forte participation au débat public que nous avons organisé en présence du Dr Maillard le 9 novembre salle des fêtes de Beyssac à Marmande.

A l'issue de cette assemblée nous animerons une rencontre autour du Dr Maillard et des médecins généralistes du territoire. Cette réunion souhaitée par les médecins et

approuvée par le docteur Maillard aura pour objectif de construire en coopération le projet de régulation par le 15 de la future maison médicale de garde.

Si le maintien de notre hôpital de proximité de plein exercice demeure un enjeu vital pour la santé et la vie des 100 000 habitants du territoire, il l'est aussi pour le développement économique de Val de Garonne. C'est le sens et l'objet de notre future association.

Nous savons pouvoir compter sur vous lors de cette soirée de réflexion.

Cordialement.

L' équipe d'animation du collectif

**François Bonnevey, Michel Ceruti ,Patrick Heinisch, Gilles Lucmarie, Patricia Prioux-
Henry, Michel Rabillard**

CHATELLERAULT

fermeture du service de cardiologie d'un bassin de vie de 50 000 habitant.es

[le reportage](#)

(début à 21minutes 24 secondes)

TOUL

Motion à l'attention de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, au Directeur de l'ARS Grand Est.

Messieurs

Nous sommes aujourd'hui le 8 décembre à 10H30 devant la sous-préfecture pour défendre notre hôpital public, notre pouvoir d'achat, notre bien vivre !

Les manifestations s'enchaînent au fil des mois dans les rues de France sans que ce gouvernement nous entende :

hausse des carburants, de l'énergie, perte du pouvoir d'achat, atteinte aux libertés, crise de la Covid, casse du service public hospitalier.

Tout est fait pour rendre encore plus difficile la vie du plus grand nombre d'entre nous.

Malgré le mépris affiché de ce gouvernement à notre égard, nous sommes toujours animé-e-s de justice et de solidarité.

Aujourd'hui, c'est notre santé, nos hôpitaux que Macron veut détruire afin de mettre en place les cliniques privées.

Nous savons tous ce que cela signifie, avoir un chéquier et une bonne mutuelle afin de pouvoir se faire opérer, sans compter le prix de la consultation hors tarif conventionné.

Les mensonges, la violence avec laquelle ce gouvernement nous répond, ne nous fera pas taire.

Aujourd'hui nous devons être présents pour que l'hôpital public continue sa mission : répondre aux besoins des gens au plus près de chez eux.

Un hôpital avec tous les services sur place :

- c'est la garantie de ne pas utiliser son véhicule pour aller à Nancy,
- c'est la garantie de ne pas payer les dépassements d'honoraires dans le privé,
- C'est la garantie de l'égalité d'accès pour toutes et tous aux soins.

Tout cela participe au maintien de notre santé, de notre pouvoir d'achat et de notre bien vivre !

Pour toutes ces raisons, nous demandons un service public de santé: égalitaire, solidaire et de proximité

🕒 **la garantie en tout lieu du territoire, pour toutes et tous, de bénéficier d'une offre de soins sécurisée et de qualité**

🕒🕒 **nous exigeons la réappropriation de la Sécurité sociale,**

🕒 **nous refusons les exonérations et autres dégrèvements sur les cotisations sociales accordés aux entreprises.**

🕒 **Nous voulons un mode de financement du système de santé qui réponde prioritairement aux besoins : chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins."**

L'objectif est bien de trouver des moyens, non de les réduire : c'est donc l'inverse des politiques gouvernementales menées depuis de nombreuses années. Le financement de la santé n'est pas un coût mais un investissement créatif et solidaire au bénéfice de toutes et de tous.

Pour notre hôpital de proximité de Toul nous réclamons

- l'engagement de l'ARS et du gouvernement à maintenir les urgences de façon pérenne ...
- l'engagement de l'ARS et du gouvernement au maintien de notre maternité
- l'engagement de l'ARS et du gouvernement à garantir le développement en personnel et en moyens de tous les services existants .
- de stopper la fuite des soignants et des médecins en proposant une hausse significative et gratifiante de leur salaire et de meilleures conditions de travail.
- faire des propositions gratifiantes d'embauche et de formation qui fidélisent les futurs fonctionnaires.

Nous dénonçons la politique de l'ARS et son plan de mutualisation du Groupement Hospitalier de Territoire, qui met en difficultés les salariés et les hôpitaux de proximité, qui ne fait qu'accroître la dette abyssale de nos hôpitaux et qui finance avec notre argent les cliniques privées.

Le Comité de Défense de l'Hôpital de Toul, avec les personnes présentes tiennent à vous le faire savoir.

FEURS

"opération cartes postales"

samedi 18 Décembre 2021 de 10h à 11h30, devant l'Hôpital

signez notre carte postale à adresser à l'ARS Loire, sur un mode pétition.

Nous souhaitons dénoncer les erreurs de l'ARS qui conduisent à la crise sanitaire du NON SOIN.

Si vous pensez qu'il est important de défendre l'Hôpital Public pour la population de notre territoire, venez nous rejoindre pour cette opération.

Nous comptons sur votre mobilisation en direction de l'ARS, par votre présence et en nous relayant.

Dr Olivier Nicolas, président CDSCHF, les membres du Comité
Véronique Seux, présidente du Collectif d'Usagers pour la Défense du Service Public Hospitalier du Forez (CUDSPHF)

Autres infos locales :

BRIVE

En pleine épidémie, alors que le personnel est débordé, la direction de l'hôpital de Brive a engagé des comédiens afin de juger l'efficacité de son personnel !

Alors que des patients urgents attendaient d'être pris en charge, l'équipe de psychiatrie a été contrainte de prendre en charge pendant deux heures un faux malade qui a dévoilé son véritable statut lorsqu'on s'apprêtait à lui injecter un médicament et à l'hospitaliser.

Et si l'on suggérait à cette direction d'embaucher du personnel, à améliorer les conditions de travail ? Apparemment elle n'y a pas pensé.

Et si on envoyait des comédiens pour évaluer les directions ministérielles, des ARS et des hôpitaux ?

GRANVILLE

Un chirurgien entre en résistance

[l'article](#)

PONTIVY

1500 manifestant.es pour la défense de l'hôpital public

[le reportage de Ouest France](#)

AMBERT

une adhérente interroge en direct le Président de la République sur France Bleue

j'habite une sous préfecture de 6500 habitants dans un bassin de vie de 28 000 . Nous avons des industries connue mondialement, établissements Omerin, Aventis etc... Nous sommes dans une région touristique, l'hiver avec la neige sur les crêtes du Forez, l'été avec de nombreuses activités sportives (a course cycliste des Copains qui regroupe 2500 coureurs) ou culturelles.

Notre service d'urgence a été fermé du 27 octobre au 16 novembre et il y a eu quelques couacs, heureusement sans grosses conséquences.

Les services d'urgences les plus proches sont à près d'une heure pour Thiers et plus d'une heure pour les autres : Clermont- Ferrand, Le Puy en Velay, Saint Etienne ou Vichy.

Nous payons nos impôts comme tous les français, pourquoi n'aurions pas tous les mêmes services de soins ?

Suite sur le lien : <https://www.francebleu.fr/infos/politique/en-direct-emmanuel-macron-repond-a-vos-questions-en-direct-1638900437>

GUINGAMP

Le comité de défense de l'hôpital du pays de Guingamp dénonce une mascarade de concertation

3 mois. Cela nous aura pris 3 mois pour que tout le monde comprenne la menace. Voilà à quoi sert un comité de défense.

Si nous n'avions pas bougé dès septembre, tout se serait joué l'été prochain, après les élections... Les campagnes présidentielle et législative n'auraient pas été polluées par les questions de santé. C'est raté.

Il va falloir que la santé devienne un enjeu du débat !

Il va falloir que chacun se positionne. Non seulement localement pour notre hôpital, mais aussi nationalement sur ces lois qui détruisent les services publics essentiels et signent l'arrêt de mort des territoires dits "périphériques".

Il va falloir se méfier des égoïsmes locaux, de ceux qui seraient prêts à la jouer "constructifs", à accueillir chez eux un nouvel hôpital low-cost censé faire passer la pilule de la fermeture des services.

Car la directrice du GHT a fini par dévoiler son jeu jeudi lors du pseudo-comité de concertation : il n'existe en réalité qu'un scénario de "restructuration" : *celui de la fermeture de la maternité et de la chirurgie H24*.

Domage, c'est justement ce que nous ne lâcherons pas.

La mobilisation ne fait que commencer !

On lâche rien !

Yann-Fañch Durand

Passionnante !un voyage en Bretagne qui nous parle de toute la France

[**l'émission de Radio Kreiz Breizh**](#)

[**l'article de Ouest France**](#)

samedi 11 décembre : 1000 personnes manifestent contre l'annonce de la fermeture de la maternité et de la chirurgie H24

[**l'article de Ouest france , le Télégramme, le journal de FR3**](#)

STRASBOURG

Le Premier Ministre « accueillis » par une manifestation de centaines de soignant.es

[**le reportage**](#)

Dossiers :

LA JOURNÉE D'ACTION DES PERSONNELS DU SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

à l'appel des syndicats pour la revalorisation de leurs salaires et de meilleures conditions de travail

8000 à Paris et des milliers et des milliers dans nos régions

[**à Rennes**](#)

[**à Poitiers**](#)

[**à Grenoble**](#)

à Quimper

à Tours

COOPÉRATION
FÉDÉRATION NATIONALE DES CENTRES DE SANTÉ ET ARS
les nouvelles de la FNCS

PÉDIATRIE

une nuit aux urgences pédiatriques

le reportage

PANDÉMIE COVID : LEVEZ LES BREVETS SUR LES VACCINS !

Les dix raisons pour lesquelles il faut lever les brevets sur les vaccins

NOUVEAUX VISUELS

les nouveaux visuels

ARGUMENTAIRES

les argumentaires

un reportage du journal Le Temps :

l'échec de la solidarité internationale

la video

Culture et santé :

un clip pas essentiel, simplement indispensable !

le clip

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Afrique en avril 2004)

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Adresse postale : **Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes**

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landas@sfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87